

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SÉANCE

1965-1966

12 JANVIER 1966

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

DOCUMENT 112

Rapport

fait au nom de

la commission du marché intérieur

sur

les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil

(doc. 49)

relatives à

- I - une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.);
- II - une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.).

Rapporteur : M. J. Wohlfart

Par lettre du 14 mai 1965, le président du Conseil de la C.E.E. a demandé au Parlement européen, conformément aux dispositions des articles 54, paragraphe 2, et 63, paragraphe 2, du traité, la consultation sur des propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à :

- I — une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.)
- II — une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.).

Ces propositions, qui ont été distribuées sous la forme du document de séance 49, ont été renvoyées à la commission du marché intérieur.

M. Joseph Wohlfart a été désigné comme rapporteur par la commission du marché intérieur lors de sa réunion du 17 juin 1965.

Le présent rapport et la proposition de résolution qui y fait suite ont été adoptés à l'unanimité par la commission du marché intérieur lors de sa réunion du 14 décembre 1965.

Etaient présents : MM. Carboni, président, Berkhouwer, vice-président, Seuffert, vice-président, Wohlfart, rapporteur, Alric, Bersani, Breyné, Deringer, De Winter, Dupont, Ferretti, Graziosi, Hahn, Illerhaus, Kapteyn, Klinker (suppléant M. Philipp), Kulawig, Marengi (suppléant M. Moro), Poher (suppléant M. Blaisse), Scarascia Mugnozza.

Sommaire

	Page		Page
Introduction	1	Aides et preuves d'honorabilité	3
Observations générales	1	Mesures transitoires	3
Activités visées	1	Conclusions	3
Activités exclues	2	Proposition de résolution	4
Restrictions	3		

RAPPORT

sur des propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 49) relatives à

- I — une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.)
- II — une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.)

Rapporteur : M. J. Wohlfart

Monsieur le Président,

Introduction

1. Conformément au traité et aux dispositions des programmes généraux pour le droit d'établissement et la libre prestation des services, la Commission de la C.E.E. a présenté au Conseil, le 13 avril dernier, une proposition de directive concernant les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons.

2. Au même moment, la Commission de la C.E.E. a présenté une proposition de directive destinée à compléter la précédente par des mesures transitoires. Dans l'exposé des motifs de cette dernière, la Commission de la C.E.E. indique qu'« il serait bon que ces deux propositions soient étudiées en même temps ».

3. Votre commission soutient très largement ce point de vue. Il lui apparaît de plus en plus, en effet, combien il est nécessaire de trouver rapidement désormais une solution aux problèmes de coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives et aussi de reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres.

4. Tout comme les deux directives que votre commission a récemment eu l'occasion d'examiner et qui portent sur l'industrie et l'artisanat

d'une part ⁽¹⁾, et le commerce de détail d'autre part ⁽²⁾, la directive pour les industries alimentaires et de la fabrication de boissons impose des mesures transitoires « pour surmonter, jusqu'à ce qu'intervienne une coordination, les plus grosses difficultés provenant des différences enregistrées, de définition et de législation en matière d'admission à la profession » ⁽³⁾.

Observations générales

5. Le programme général pour la suppression des restrictions au droit d'établissement et la réalisation de la libre prestation des services prévoit que les mesures de libération pour les activités relevant des secteurs des industries alimentaires et de la fabrication de boissons doivent entrer en vigueur avant l'expiration de la seconde étape de la période de transition, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier 1966.

Activités visées (article 2)

6. Pour la définition de celles-ci, la Commission a eu à faire face à quelques difficultés qu'elle semble avoir heureusement surmontées.

⁽¹⁾ Rapport de M. Hahn sur les modalités des mesures transitoires et de réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités professionnelles non salariées relevant de l'industrie et de l'artisanat — doc. 97, 1963-1964.

⁽²⁾ Rapport de M. Illerhaus sur les modalités des mesures transitoires et de réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant du commerce de détail — doc. 85, 1965-1966.

⁽³⁾ Exposé des motifs doc. III/COM(65)155 final, page 13, 2^e alinéa.

Il est vrai qu'à ce propos, elle a pu se référer à l'important travail déjà effectué dans le cadre de l'élaboration puis de l'adoption par le Conseil de directives précédentes et notamment de celles ayant trait à l'industrie et à l'artisanat et aux produits pharmaceutiques. De la sorte, certaines définitions ont pu être reprises, tandis que la définition de certaines exemptions a été facilitée.

7. Ainsi, de même que pour la directive « industrie et artisanat », la Commission de la C.E.E. a joint une liste des activités devant être libérées et renvoie à la « Nomenclature des industries établies dans les Communautés européennes » (N.I.C.E.) qui tient compte des particularités structurelles des industries manufacturières européennes.

Pour les activités de vente des fabrications (article 2, paragraphe 2), la Commission de la C.E.E. a repris littéralement le texte de la directive « industrie et artisanat ».

Pour certaines activités exclues, la Commission de la C.E.E. a pu, comme c'est le cas des produits médicaux et pharmaceutiques, se référer à l'harmonisation des définitions qui, en cette matière, s'est effectuée dans le cadre de la directive adoptée par le Conseil le 26 janvier 1965 ⁽¹⁾.

8. Nonobstant le renvoi dans l'article 2, paragraphe 2, à la nomenclature N.I.C.E., la Commission propose au Conseil d'insérer dans son procès-verbal la déclaration suivante, qu'il a d'ailleurs déjà faite à l'occasion de l'approbation de la directive « industrie et artisanat » :

« Le Conseil convient que si l'un des Etats membres estimait qu'en dépit des efforts d'harmonisation effectués, il reste une discordance entre l'annexe à la présente directive et le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement, cet Etat pourrait saisir la Commission qui en délibérera avec les autres Etats membres. »

De même, en ce qui concerne la question relative à la vente des compléments usuels, la Commission de la C.E.E. propose aussi au Conseil l'insertion suivante dans son procès-verbal :

« En adoptant le paragraphe 2 de l'article 2, le Conseil estime que les activités de vente des fabricants devraient, dans la mesure du possible, comprendre la vente des compléments usuels de leurs produits, même si ces

compléments ne proviennent pas de leur production. Il recommande aux Etats membres d'appliquer ces dispositions dans un sens libéral. »

Enfin, en ce qui concerne la question de savoir si à d'autres fins certaines activités doivent être considérées comme relevant du domaine agricole, la Commission propose en dernier lieu au Conseil l'insertion suivante dans son procès-verbal :

« Le Conseil convient que le classement des activités repris dans la présente directive sur la base des programmes généraux, notamment en ce qui concerne la vinification, ne saurait être opposable à l'adoption de toute disposition éventuellement nécessaire pour que soient atteints les objectifs de la politique agricole commune dans le secteur considéré. »

9. Votre commission apprécie d'une part le souci de la Commission de la C.E.E. d'éviter le plus possible toute difficulté concernant la définition des activités visées et de celles pouvant être exclues. D'autre part, elle ne peut cependant se déclarer satisfaite de la forme choisie à cette fin. Le traité prévoit divers moyens : le règlement, la directive, la recommandation, mais pas la déclaration au procès-verbal du Conseil. En outre, le procès-verbal du Conseil n'est pas public.

L'exposé des motifs de la proposition de la Commission, dans lequel ces insertions au procès-verbal du Conseil sont suggérées, n'est malheureusement pas non plus, comme cela serait pourtant souhaitable, publié au *Journal officiel* avec le texte de la directive que le Conseil adopte en définitive.

Aussi votre commission est-elle d'avis, avec quelques modifications de forme, d'insérer le contenu de ces propositions de déclarations non pas dans le procès-verbal du Conseil, mais dans le projet de directive lui-même.

Activités exclues (article 3)

10. Les dispositions prévues à ce sujet ne soulèvent pas d'observation de la part de votre commission.

Les activités exclues le sont parce que, conformément aux programmes généraux, elles font ou feront l'objet d'autres directives.

⁽¹⁾ Directive concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux produits pharmaceutiques, publiée au *Journal officiel* n° 22 du 9 janvier 1965.

Restrictions (article 4)

11. Ces restrictions ont déjà été examinées et traitées dans le cadre de l'élaboration et de l'adoption de la directive « industrie et artisanat ». C'est pourquoi la proposition reprend littéralement le texte de la disposition de cette dernière directive adoptée d'ailleurs conformément à l'avis du Parlement européen.

Une seule exception cependant : la condition de nationalité exigée en Italie pour le professionnel qualifié responsable de la direction technique d'une entreprise fabricant des produits alimentaires pour les nourrissons et les enfants et des produits diététiques. La proposition de directive demande la suppression de cette restriction. Comme nous le verrons au sujet des mesures transitoires, cette question ne pose pas seulement celle de la non-discrimination basée sur la nationalité, mais bien plus celle de l'accès à la profession et de la reconnaissance des diplômes.

12. L'affiliation aux organismes professionnels fait l'objet de l'article 5, qui reprend le texte de directives précédentes en mentionnant en outre deux restrictions particulières apportées en France.

Aides et preuves d'honorabilité (articles 5 et 6)

13. Dans l'état actuel, les dispositions prévues à cet effet ne soulèvent pas d'observations de la part de votre commission, sinon qu'il faut particulièrement en ce domaine accélérer les travaux d'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Mesures transitoires

14. Ces mesures transitoires sont indispensables et sont donc, en attendant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, le complément nécessaire de la proposition de directive.

Elles le sont d'autant plus que cette directive soulève le problème de l'artisanat. Dès l'élaboration des programmes généraux, le Conseil ⁽¹⁾, comme votre commission ⁽²⁾ et la

⁽¹⁾ Déclaration faite par le Conseil au moment d'arrêter les programmes généraux :

« Lors de l'approbation du programme général, le Conseil a constaté que des problèmes de coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives et de reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres se posent pour l'artisanat et le commerce de détail et, étant donné la préparation minutieuse que peut nécessiter la solution de ces problèmes, il semble nécessaire de prendre des mesures transitoires pour éviter certaines distorsions pouvant résulter de la suppression des restrictions. Il invite en conséquence la Commission à retenir ces réflexions lors de l'élaboration des directives. »

⁽²⁾ Point 59 du rapport de M. Kreyssig sur le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement (doc. 1, 1960-1961).

Commission de la C.E.E. ⁽¹⁾, se sont rendu compte que, pour ce secteur de l'économie, des problèmes complexes, dont la solution nécessite de minutieux et donc de longs travaux préparatoires, se posent dans le domaine de la coordination et dans celui de la reconnaissance mutuelle.

15. Votre commission approuve donc ces mesures transitoires qu'elle croit aptes à surmonter, avec toute la vigilance nécessaire de la part de la Commission de la C.E.E., les plus grandes difficultés.

Ces mesures démontrent cependant une fois de plus la nécessité d'accélérer les travaux de coordination et de reconnaissance mutuelle, points sur lesquels votre commission se doit d'insister.

Conclusions

16. Votre commission a constaté que la proposition de directive concernant les activités non salariées relevant du domaine de l'industrie alimentaire et de la fabrication de boissons reprend en bien des points les dispositions faisant l'objet de la directive relative à l'industrie et à l'artisanat, dispositions sur lesquelles elle a déjà marqué son accord.

Elle comprend le souci exprimé par la Commission de la C.E.E. pour éviter toute difficulté d'application en ce qui concerne la définition des activités visées ; elle suggère que les déclarations que la Commission de la C.E.E. propose au Conseil d'acter à son procès-verbal soient remplacées par des dispositions à insérer dans la directive elle-même.

Elle propose donc trois amendements à cet effet.

17. Votre commission donne d'autre part son complet accord aux mesures transitoires proposées.

Elle recommande à la Commission de la C.E.E. et au Conseil d'accélérer leurs travaux en ce qui concerne la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives et la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres.

18. En conclusion de ses travaux, votre commission soumet au vote du Parlement européen la proposition de résolution suivante :

⁽¹⁾ Annexe C, dernier alinéa, du rapport de M. Kreyssig ci-dessus.

Proposition de résolution

portant avis du Parlement européen sur les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relatives à

- I — une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.)
- II — une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (classes 20 et 21 C.I.T.I.)

Le Parlement européen,

- vu les propositions de la Commission de la C.E.E. (doc. 49) ;
- vu le rapport de sa commission du marché intérieur (doc. 112) ;
 - a) Considérant la nécessité d'éviter toute difficulté d'application au sujet de la définition des activités visées et que pour ce faire il importe d'insérer dans le texte même de la directive les dispositions que la Commission a proposé au Conseil de faire acter au procès-verbal des réunions de celui-ci ;
 - b) Considérant que pour surmonter, jusqu'à ce qu'intervienne une coordination, les plus grosses difficultés provenant de différences enregistrées, de définition et des législations en matière d'admission à la profession, il importe que la directive soit complétée par des mesures transitoires devant entrer en vigueur en même temps ;
 - 1. *Approuve* la proposition de directive de la Commission concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons, compte tenu des modifications apportées à l'article 2 dans le texte repris ci-après ;
 - 2. *Approuve* la proposition de directive de la Commission relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons ;
 - 3. *Recommande* à la Commission de la C.E.E. et au Conseil d'accélérer leurs travaux concernant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives et la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ;
 - 4. *Charge* son président de transmettre la présente résolution, en y joignant le rapport de sa commission du marché intérieur, au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Proposition d'une directive du Conseil
concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des
services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires
et de la fabrication de boissons (Classes 20 et 21 de la C.I.T.L.)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
 EUROPÉENNE,

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
 EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 54, paragraphes 2 et 3, et son article 63, paragraphes 2 et 3 ;

inchangé

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et notamment son titre IV, C ;

inchangé

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services et notamment son titre V, C ;

inchangé

vu la proposition de la Commission ;

inchangé

vu l'avis du Parlement européen ;

inchangé

vu l'avis du Comité économique et social ;

inchangé

considérant que les programmes généraux prévoient la suppression, avant l'expiration de la deuxième étape, de tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité en matière d'établissement et de prestation des services dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons ; qu'à cet égard, ainsi qu'il ressort des programmes, aucune distinction n'est faite entre les entreprises industrielles et les entreprises artisanales en ce qui concerne la date de la libération ; qu'il n'est en effet pas possible de prévoir la libération à une date ultérieure pour les entreprises artisanales, étant donné que les définitions juridiques de l'artisanat sont par trop divergentes d'un pays à l'autre et que des distorsions pourraient apparaître si la libération intervenait à des dates différentes pour des entreprises de structure économique identiques ; que, d'autre part, la coordination des législations en matière d'artisanat postule un vaste travail préparatoire qui ne ferait que retarder l'application des mesures de libération ; que, toutefois, la suppression des restrictions à l'égard des étrangers doit être accompagnée de mesures transitoires destinées à pallier les effets des disparités entre les législations nationales et arrêtées dans une directive particulière ;

inchangé

considérant que certaines réglementations nationales prévoient, pour les activités relevant du travail des grains, l'interdiction de la construction de nouveaux moulins et de l'accroissement de la capacité des moulins existants ; que l'application de la présente directive à cette branche d'activité n'est pas pour autant sans objet ; qu'il s'agit notamment d'obtenir que les restrictions appliquées dans les Etats membres à la reprise d'entreprises existantes par des ressortissants d'autres Etats membres soient supprimées ;

inchangé

considérant que la présente directive ne s'applique pas à la fabrication des produits alimentaires ou boissons qui doivent être considérés comme médicaments ; que ces activités seront libérées dans le cadre d'une autre directive ;

inchangé

considérant qu'elle ne s'applique pas non plus à la production primaire de denrées alimentaires et de boissons par l'agriculture, y compris la viticulture, la sylviculture, la chasse et la pêche, y compris la transformation du poisson effectuée à bord de navires de pêche ou de navires-usines ; que ces activités seront libérées dans le cadre d'autres directives ;

inchangé

considérant que depuis l'adoption des programmes généraux une nomenclature des activités industrielles propre à la C.E.E. a été établie sous le nom de « Nomenclature des industries établies dans les Communautés européennes » (N.I.C.E.) ; que cette nomenclature, qui contient les références aux nomenclatures nationales, est, tout en suivant le même classement décimal, mieux adaptée que la nomenclature C.I.T.I. (« Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique ») aux besoins des Etats membres de la Communauté ; qu'il convient par conséquent de l'adopter pour le classement des activités à libérer lorsqu'une directive concerne de nombreuses activités qu'il est nécessaire de préciser pour faciliter sa mise en œuvre, pour autant que, par là, le calendrier fixé dans les programmes généraux et résultant de l'adoption de la nomenclature C.I.T.I. n'en soit pas modifié ; qu'en l'espèce, l'adoption de la nomenclature N.I.C.E. ne peut avoir pareil effet ;

inchangé

considérant qu'ont été ou seront arrêtées des directives particulières, applicables à toutes les activités non salariées, concernant les dispositions relatives au déplacement et au séjour des bénéficiaires ainsi que, dans la mesure nécessaire, des directives concernant la coordination

inchangé

des garanties que les Etats membres exigent des sociétés pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers ;

considérant que, conformément aux dispositions du programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement, les restrictions concernant la faculté de s'affilier à des organisations professionnelles doivent être éliminées dans la mesure où les activités professionnelles de l'intéressé comportent l'exercice de cette faculté ;

inchangé

considérant que l'assimilation des sociétés, pour l'application des dispositions relatives au droit d'établissement et à la libre prestation des services, aux personnes physiques ressortissantes des Etats membres, est subordonnée aux seules conditions prévues à l'article 58 et, le cas échéant, à celles d'un lien effectif et continu avec l'économie d'un Etat membre et que, par conséquent, aucune condition supplémentaire, notamment aucune autorisation spéciale qui ne soit pas exigée d'une société nationale pour l'exercice d'une activité économique, ne peut être exigée pour qu'elles puissent bénéficier de ces dispositions ; que, toutefois, cette assimilation ne fait pas obstacle à la faculté des Etats membres d'exiger que les sociétés de capitaux se présentent dans leur pays sous la dénomination utilisée par la législation de l'Etat membre en conformité de laquelle elles ont été constituées et indiquent sur les papiers commerciaux utilisés par elles dans l'Etat membre d'accueil le montant du capital souscrit ;

inchangé

considérant que le régime applicable aux travailleurs salariés accompagnant le prestataire de service ou agissant pour le compte de ce dernier est réglé par les dispositions prises en application des articles 48 et 49 du traité ;

inchangé

considérant qu'une libération effective des activités visées par la présente directive exige la libération de la vente de la production, même au détail, tout en évitant de perturber les conditions de concurrence dans le secteur du commerce de détail, dont la libération fera l'objet d'une directive particulière.

inchangé

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

Article 1

Les Etats membres suppriment, en faveur des personnes physiques et des sociétés mentionnées au titre I des programmes généraux

inchangé

1939, arrêté ministériel du 17 décembre 1945 et arrêté ministériel du 11 mars 1954) ;

c) *En France*

Par l'obligation de posséder une carte spéciale d'étranger (décret-loi du 12 novembre 1938, loi du 8 octobre 1940) ;

d) *En Italie*

Par la condition de nationalité exigée du professionnel qualifié responsable de la direction technique d'une entreprise fabriquant des produits alimentaires pour les nourrissons et les enfants et des produits diététiques (article 9, décret législatif du 13 septembre 1946, n° 233) ;

e) *Au Luxembourg*

Par la durée limitée des autorisations accordées aux étrangers prévues à l'article 21 de la loi luxembourgeoise du 2 juin 1962 (*Mémorial A* n° 31 du 19 juin 1962).

Article 5

1. Les Etats membres veillent à ce que les bénéficiaires de la présente directive aient le droit de s'affilier aux organisations professionnelles dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations que les nationaux. Notamment, la République française veillera à ce que les bénéficiaires puissent :

- s'affilier à la « Confédération des industries de traitement des produits de la pêche maritime »,
- accéder aux postes de direction de l'administration de la « Caisse professionnelle de l'industrie meunière ».

2. Le droit d'affiliation entraîne, en cas d'établissement, l'éligibilité ou le droit d'être nommé aux postes de direction de l'organisation professionnelle. Toutefois, ces postes de direction peuvent être réservés aux nationaux lorsque l'organisation dont il s'agit participe, en vertu d'une disposition législative ou réglementaire, à l'exercice de l'autorité publique.

3. Au grand-duché de Luxembourg, la qualité d'affilié à la Chambre de commerce et à la Chambre des métiers n'implique pas, pour les bénéficiaires de la présente directive, le droit de participer à l'élection des organes de gestion.

Article 5

inchangé

Article 6

Les Etats membres n'accordent à ceux de leurs ressortissants qui se rendent dans un autre Etat membre en vue d'exercer l'une des activités visées à l'article 2, aucune aide qui soit de nature à fausser les conditions d'établissement.

Article 7

1. Lorsqu'un Etat membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à l'une des activités visées à l'article 2, une preuve d'honorabilité et la preuve qu'ils n'ont pas été déclarés antérieurement en faillite ou l'une de ces deux preuves seulement, cet Etat accepte comme preuve suffisante, pour les ressortissants des autres Etats membres, la production d'un extrait du casier judiciaire, ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou de provenance, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

2. Lorsqu'un tel document n'est pas délivré par le pays d'origine ou de provenance en ce qui concerne l'absence de faillite, il pourra être remplacé par une déclaration sous serment faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

3. Les documents délivrés conformément aux paragraphes 1 et 2 ne devront pas, lors de leur production, avoir plus de trois mois de date.

4. Les Etats membres désignent, dans le délai prévu à l'article 8, les autorités et organismes compétents pour la délivrance des documents visés ci-dessus et en informent immédiatement les autres Etats membres et la Commission.

5. Lorsque, dans l'Etat membre d'accueil, la capacité financière doit être prouvée, cet Etat considère les attestations délivrées par les banques du pays d'origine ou de provenance comme équivalentes aux attestations délivrées sur son propre territoire.

Article 8

Les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de six mois à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Article 9

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Article 6

inchangé

Article 7

inchangé

Article 8

inchangé

Article 9

inchangé

Proposition d'une directive du Conseil
relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non
salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication de boissons
(Classes 20 et 21 de la C.I.T.I.)

(Texte proposé par la Commission de la C.E.E.)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 54, paragraphe 2, son article 57, paragraphe 1, son article 63, paragraphe 2 et son article 66 ;

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement et notamment son titre V, 2° et 3° alinéas ;

vu le programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services et notamment son titre VI, 2° et 3° alinéas ;

vu la proposition de la Commission ;

vu l'avis du Parlement européen ;

vu l'avis du Comité économique et social ;

considérant que les programmes généraux prévoient, outre la suppression des restrictions, la nécessité d'examiner si cette suppression doit être précédée, accompagnée ou suivie de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres, ainsi que de la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès aux activités en cause et l'exercice de celles-ci et si, le cas échéant, des mesures transitoires doivent être prises en attendant cette reconnaissance ou cette coordination.

considérant que, pour les activités de transformation de l'industrie et de l'artisanat relevant des classes 23-40 de la C.I.T.I., le Conseil a déjà arrêté une directive relative aux mesures transitoires et que la présente directive doit être harmonisée avec les mesures transitoires précitées ;

considérant que, dans le secteur des activités relevant des industries alimentaires et de la fabrication des boissons, des conditions pour l'accès aux activités en cause et pour l'exercice de celles-ci ne sont pas imposées dans tous les Etats membres ; que la définition de l'artisanat et par conséquent sa délimitation par rapport à l'industrie est différente dans chaque Etat membre ; que, par ailleurs, précisément pour les activités artisanales, on trouve tantôt la liberté d'accès et d'exercice, tantôt des dispositions rigoureuses prévoyant la possession d'un titre pour l'admission à la profession ;

considérant que lors de l'approbation des programmes généraux le Conseil a constaté qu'il se pose pour l'artisanat, au sujet d'une coordination ou d'une reconnaissance, des problèmes dont la solution nécessite une préparation minutieuse ;

considérant qu'il n'est pas possible par conséquent de procéder à la coordination prévue en même temps qu'à la suppression des restrictions ; que cette coordination devra intervenir ultérieurement ;

considérant néanmoins qu'à défaut de cette coordination immédiate, il paraît souhaitable de faciliter la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services dans les activités en cause par l'adoption de mesures transitoires, telles que celles prévues par les programmes généraux, ceci en premier lieu pour éviter une gêne anormale aux ressortissants des Etats membres où l'accès à ces activités n'est soumis à aucune condition ;

considérant que, pour parer à cette conséquence, les mesures transitoires doivent consister principalement à admettre comme condition suffisante pour l'accès aux activités en cause dans les Etats d'accueil connaissant une réglementation de l'accès à ces activités, l'exercice effectif de la profession dans le pays de provenance pendant une période raisonnable et assez rapprochée dans le temps, dans les cas où une formation préalable n'est pas requise, pour garantir que le bénéficiaire possède des connaissances professionnelles équivalentes à celles qui sont exigées des nationaux ; que les mesures transitoires se rapportant à des activités bien spécifiées peuvent prévoir en même temps qu'en attendant que soient reconnus les diplômes, certificats et autres titres, les Etats membres considèrent dès maintenant l'inscription dans un registre professionnel d'un autre Etat membre comme preuve suffisante des connaissances et aptitudes ;

considérant qu'il y a lieu de prévoir, pour les Etats qui ne soumettent à aucune réglementation l'accès aux activités en cause, la possibilité d'être autorisés, le cas échéant, pour une ou plusieurs activités à exiger des ressortissants des autres Etats membres la preuve de leur qualification pour l'exercice de l'activité en cause dans le pays de provenance, afin notamment d'éviter dans ces Etats un afflux disproportionné de personnes qui n'auraient pas été à même de satisfaire aux conditions d'accès et d'exercice imposées dans le pays de provenance ;

considérant que de telles autorisations ne peuvent, toutefois, être admises qu'avec une grande prudence, car elles seraient susceptibles en cas d'application trop générale d'entraver la libre circulation ; qu'il convient donc de les limiter dans le temps et dans leur champ d'application et de confier à la Commission, à l'instar de ce que le traité a généralement prévu pour la gestion des clauses de sauvegarde, le soin d'en autoriser l'application ;

considérant que les mesures prévues dans la présente directive cesseront d'avoir leur raison d'être lorsque la coordination des conditions d'accès à l'activité en cause et d'exercice de celles-ci, ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres obligatoires, auront été réalisées ;

considérant qu'en outre et en tout état de cause elles devront être supprimées à l'expiration de la période de transition, car elles ne sauraient se substituer après cette date à l'obligation de recourir aux mécanismes expressément prévus par le traité, à savoir la coordination des réglementations nationales et la reconnaissance mutuelle des titres, conditionnant dans chaque pays l'accès aux activités non salariées en cause et l'exercice de celles-ci, au cas où cela s'avérerait nécessaire pour faciliter l'accès à l'activité en cause et l'exercice de cette activité ;

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article 1

1. Les Etats membres prennent, dans les conditions indiquées ci-après, les mesures transitoires suivantes en ce qui concerne l'établissement sur leur territoire des personnes physiques et des sociétés mentionnées au titre II des programmes généraux ainsi qu'en ce qui concerne la prestation de services par ces personnes et sociétés, ci-après dénommées bénéficiaires, dans le secteur des activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication des boissons.

2. Les activités visées sont celles auxquelles s'applique la directive du Conseil concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant des industries alimentaires et de la fabrication des boissons (classes 20 et 21 de la C.I.T.I.).

Article 2

Les Etats membres où l'on ne peut accéder à l'une des activités visées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, et n'exercer cette activité qu'en remplis-

sant certaines conditions de qualification veillent à ce qu'un bénéficiaire qui en fait la demande soit informé, avant de s'établir ou avant de commencer à exercer une activité temporaire, de la réglementation sous laquelle tomberait l'activité qu'il envisage d'exercer.

Article 3

1. Lorsque, dans un Etat membre, l'accès à l'une des activités mentionnées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, ou l'exercice de celle-ci, est subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, cet Etat membre reconnaît comme preuve suffisante de ces connaissances et de ces aptitudes l'exercice effectif dans un autre Etat membre de l'activité considérée :

- a) Soit pendant six années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant chargé de la gestion de l'entreprise ;
- b) Soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant chargé de la gestion de l'entreprise, lorsque le bénéficiaire peut prouver qu'il a reçu, pour la profession en cause, une formation préalable d'au moins trois ans, sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par l'organisme professionnel compétent ;
- c) Soit pendant trois années consécutives à titre indépendant lorsque le bénéficiaire peut prouver qu'il a exercé à titre dépendant la profession en cause pendant cinq ans au moins ;
- d) Soit pendant cinq années consécutives dans une fonction dirigeante, dont un minimum de trois ans dans des fonctions techniques impliquant la responsabilité d'au moins un secteur de l'entreprise, lorsque le bénéficiaire peut prouver qu'il a reçu, pour la profession en cause, une formation préalable d'au moins trois ans, sanctionnée par un certificat reconnu par l'Etat ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

Dans les cas cités aux points a) et c) ci-dessus, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de 10 ans à la date de dépôt de la demande prévue à l'article 4, paragraphe 3.

2. La preuve de l'aptitude à des fonctions de dirigeant technique au sein d'une entreprise fabriquant des produits pour nourrissons ou pour enfants ou des produits diététiques, en Italie, ne peut, excepté la possession d'un diplôme italien, être apportée par le bénéficiaire que si ce dernier, d'une part, possède la formation professionnelle correspondant à celle demandée

par la législation italienne ou une formation comparable rectifiée par un diplôme délivré par un autre Etat membre et, d'autre part fournit la preuve

- soit de l'exercice effectif de l'activité en cause au sens du paragraphe 1^{er},
- soit de l'inscription sur un registre professionnel du pays de provenance correspondant à la nature de son diplôme.

Article 4

Pour l'application de l'article 3 :

1. Les Etats membres dans lesquels l'accès à l'une des professions mentionnées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, ou l'exercice de cette activité, est subordonné à la possession de connaissances et aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, informent avec l'aide de la Commission les autres Etats membres des caractéristiques essentielles de la profession (description de l'activité de ces professions).
2. L'autorité compétente désignée à cet effet par le pays de provenance fournit l'attestation indiquant les activités professionnelles qui ont effectivement été exercées par le bénéficiaire ainsi que le temps pendant lequel il les a exercées. L'attestation est établie en fonction de la monographie professionnelle communiquée par l'Etat membre dans lequel le bénéficiaire veut exercer la profession de manière permanente ou temporaire.
3. L'Etat membre d'accueil accorde l'autorisation d'exercer l'activité en cause sur la demande de la personne intéressée, si l'activité faisant l'objet de l'attestation concorde sur les points essentiels avec la monographie professionnelle communiquée en vertu du paragraphe 1^{er} et si les autres conditions éventuellement prévues dans la réglementation du pays d'accueil sont remplies.

Article 5

1. Lorsque, dans un Etat membre, l'accès à l'une des activités mentionnées à l'article 1^{er}, paragraphe 2, ou l'exercice de celle-ci n'est pas subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, cet Etat peut, en cas de difficultés graves résultant de l'application de la directive du Conseil visée à l'article 1^{er}, paragraphe 2, demander à la Commission l'autorisation, pour une période limitée et pour une ou plusieurs activités déterminées, d'exiger des ressortissants

d'autres Etats membres qui désirent exercer ces activités sur son territoire, la preuve qu'ils ont la qualité requise pour les exercer dans le pays de provenance.

Cette faculté ne peut pas être exercée à l'égard des personnes dont le pays de provenance ne subordonne pas l'accès à l'activité en cause à la preuve de certaines connaissances ni à l'égard de celles qui résident dans le pays d'accueil depuis cinq années au moins.

2. Sur la demande dûment motivée de l'Etat membre intéressé, la Commission fixe sans délai les conditions et modalités d'application de l'autorisation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article.

Article 6

Les dispositions de la présente directive sont applicables pendant la période de transition jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la coordination des réglementations nationales concernant l'accès aux activités en cause et l'exercice de celles-ci.

Article 7

Les Etats membres désignent dans le délai prévu à l'article 8 les autorités ou organismes compétents pour la délivrance des attestations visées ci-dessus et en informent immédiatement les autres Etats membres et la Commission.

Article 8

Les Etats membres mettent en vigueur les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive dans un délai de six mois à compter de la notification de celle-ci et en informent immédiatement la Commission.

Article 9

Les Etats membres veillent à informer la Commission de tout projet ultérieur de dispositions essentielles de droit interne qu'ils entendent adopter dans le domaine régi par la présente directive.

Article 10

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.